

MARC FROMAGER

# CHRÉTIENS EN DANGER

*VINGT RAISONS D'ESPÉRER*



**D**ans de nombreux pays, les chrétiens sont soumis à des discriminations qui peuvent aller jusqu'à la persécution. On estime que 200 millions de chrétiens à travers le monde, c'est-à-dire un chrétien sur dix, n'est pas entièrement libre de pratiquer sa foi. Concrètement, cela signifie que le simple fait d'être un disciple du Christ entraîne un prix à payer d'une manière ou d'une autre.

Mais il existe aussi des raisons d'espérer, y compris dans les pays où aujourd'hui, l'avenir des chrétiens paraît compromis. Sans irénisme ni optimisme béat, l'auteur donne des clés pour envisager avec confiance le sort à plus ou moins long terme de l'Église dans une vingtaine de pays, représentatifs des différents défis auxquels sont confrontés les chrétiens dans le monde.

Après une introduction plus personnelle où le lecteur est invité à suivre l'auteur sur le terrain dans chacun de ces vingt pays, la situation de l'Église locale y est analysée de manière factuelle en tenant compte de l'environnement dans lequel elle évolue. La conclusion de chaque chapitre consiste en une ouverture pleine d'espérance sur l'avenir, une espérance argumentée.

Nous terminons l'ouvrage à la fois en ayant pris conscience de la souffrance des chrétiens confrontés au poids de la Croix et en même temps réconfortés par la découverte de ces vingt raisons d'espérer.



**Marc Fromager** est le directeur de l'AED (*Aide à l'Église en Détresse*) en France. Né en 1968 à Nouméa, père de six enfants, il a vécu vingt ans à l'étranger et travaille depuis vingt-deux ans pour l'Église. Rédacteur en chef de la revue *L'Église dans le Monde*, il est l'auteur de nombreux articles sur les chrétiens persécutés, chroniqueur sur plusieurs radios chrétiennes et conférencier.

Ouvrage du même auteur:

*Prier 15 jours avec le Père Werenfried*, Nouvelle Cité, 2010.

EAN Epub : 978-2-84024-698-5

© Editions des Béatitudes

Société des Œuvres Communautaires, septembre 2013

Conception de la couverture : mc-design – Martin Casteres

Illustration de couverture : © Marc Fromager

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

empêcher d'expérimenter une certaine pusillanimité. Nous arrivons bien en avance, déjà pour trouver une place, mais aussi pour éviter de nous retrouver trop près des portes, juste au cas où...

### « Dans dix ans, il n'y a plus de chrétiens »

Le mot « copte » est une déformation du mot grec *aegyptius* qui définissait l'Égypte. Encore aujourd'hui, les coptes sont attachés à leurs racines historiques, étant les descendants des anciens Égyptiens du temps des pharaons, et considèrent qu'ils sont donc les « vrais Égyptiens ».

Pourtant, sans pouvoir tout à fait être qualifiés de citoyens de seconde zone, il apparaît clairement qu'ils se sentent de plus en plus étrangers dans leur propre pays. Tout est d'ailleurs fait, à travers mille et un détails de la vie quotidienne, pour le leur rappeler. Il faut dire qu'ils sont une minorité avec un handicap majeur aux yeux du reste de la population égyptienne : ils sont chrétiens !

Il est très difficile d'avoir des chiffres cohérents sur le nombre de chrétiens en Égypte. Ils sont pour la plupart orthodoxes et l'Église orthodoxe revendique entre 15 et 20 % de la population du pays, en se basant sur les registres paroissiaux. Le gouvernement estime quant à lui qu'ils sont entre 2 et 3 %... Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Il semblerait qu'en réalité, et le conditionnel est indispensable, les orthodoxes représenteraient 10 % de la population égyptienne, soit huit millions de fidèles. Pour les coptes catholiques, c'est un peu la même chose, mais l'ordre de grandeur n'est pas le même : les estimations varient entre 150 et 250.000 personnes, le chiffre médian de 200.000 étant sans doute assez proche de la réalité, soit 2,5 % des chrétiens et 0,25 % de la population totale du pays.

L'Église orthodoxe égyptienne n'a pas reconnu le concile de Chalcédoine en 451 (condamnation du monophysisme). Parmi diverses explications, la séparation serait avant tout le résultat de malentendus sémantiques (on disait la même chose, mais de manière différente) et surtout de considérations politiques : Alexandrie aurait très mal vécu son déclassement de second Patriarcat dans la préséance honorifique au détriment de Constantinople, lors du transfert de la résidence impériale romaine dans cette ville au IV<sup>e</sup> siècle. On est un peu loin de l'Évangile, mais les acteurs de l'Histoire ne nous ressemblent-ils pas ?

Les relations officielles entre les orthodoxes et les catholiques sont au mieux indifférentes et au pire franchement médiocres. J'ai parlé d'étrangers : c'est la manière dont les orthodoxes regardent les catholiques. Il peut y avoir de bons contacts personnels entre les uns et les autres, y compris au niveau des évêques, mais les relations sont au point mort. Dans certaines régions d'Égypte, les relations sont même tendues. Certains évêques catholiques m'ont même dit avoir plus de difficultés avec les orthodoxes qu'avec les musulmans !

Et pourtant, la situation générale des chrétiens, qui n'est pas facile, inviterait plutôt à une réconciliation. Car l'environnement dans lequel les chrétiens sont plongés, sans être franchement hostile, demeure préoccupant.

« Sur le papier, si on fait les comptes, déclare Mgr Antonios Aziz, évêque de Guizeh (Pyramides), dans dix ans, il n'y a plus de chrétiens au Proche-Orient, Égypte comprise ! » Mais l'évêque reste confiant. Il estime que les courbes statistiques ont leur pertinence, mais ne sont pas prophétiques. Mgr Antonios cite en exemple le cas de la diaspora. Statistiquement, elle aurait dû diminuer par assimilation des deuxième et troisième

générations. Or, elle reste profondément attachée à l'Égypte et s'active pour soutenir l'Église sur place financièrement et même politiquement, par *lobbying* sur les gouvernements des pays où elle est nombreuse (États-Unis, Australie, Europe).

Il reste que les difficultés et les violences sont permanentes. Pour construire ou ne serait-ce que rénover une église, il faut une autorisation, ce qui est normal, mais elle n'arrive quasiment jamais, ce qui l'est moins. En réalité, il faut également une autorisation pour les mosquées, mais elles sont en général construites avant d'avoir l'autorisation (l'Administration égyptienne semble assez lente), en sachant très bien que de toute façon, personne ne viendra détruire une mosquée ! La différence avec les églises vient aussi du fait qu'il faut l'autorisation du gouverneur de la province pour les églises, ce qui retarde encore les choses.

Difficulté supplémentaire, lorsqu'une demande de permis de construire pour une église est déposée, il y a souvent très rapidement la construction d'une mosquée le plus près possible de l'endroit prévu. La construction de l'église devient alors impossible... Pour les églises existantes, il y a toujours dans leur proximité immédiate une ou plusieurs mosquées, à tel point que l'on m'a donné une définition intéressante du mot « église » : bâtiment entouré par au moins quatre mosquées !

À l'école, les manuels d'Histoire font l'impasse sur les six premiers siècles de notre ère : on passe des pharaons à la conquête islamique, « libération » de l'occupation romaine. L'identité et l'histoire chrétiennes sont occultées.

Dans la fonction publique, les chiffres sont éloquentes : les chrétiens représentent 10 % de la population égyptienne et 1,5 % des fonctionnaires. Même si on peut concevoir qu'une minorité ait à assumer son statut minoritaire, l'écart présent

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

dictatures de la planète. Certes également, une partie de la population souhaite réellement le renversement du régime et une bonne partie de la rébellion armée – l'Armée syrienne libre – est effectivement composée de Syriens.

Néanmoins, comme malheureusement trop souvent dans cette région du monde, les acteurs étrangers, combattants sur le terrain ou financiers à l'abri, y sont également mêlés et semblent avoir décidé d'un seul cœur de redistribuer les cartes, quel qu'en soit le prix pour la population. Trois théories, qui sont autant de clés, peuvent aider à comprendre l'apparente unanimité, Russie et Chine mises à part, dans la décision de ravager la Syrie.

Premièrement, il existe un plan israélo-américain de remodelage du Proche-Orient. Pour mettre fin à des États qui auraient la force de résister aux décisions qu'on leur imposerait – et on le voit bien avec la Syrie, ces États sont capables de résister – le plan consiste à démembrer ces pays pour en faire des petites régions mono-ethniques ou mono-religieuses : une province kurde, une région chiite, une zone alaouite ou sunnite...

Ces micro-États n'auraient évidemment pas les moyens d'entretenir une réelle armée et seraient dépendants, pour leur sécurité, des États-Unis. Il y a eu l'Irak et maintenant, on s'occupe de la Syrie.

Deuxièmement, dans la lutte acharnée qui oppose aujourd'hui les deux branches principales de l'islam, les sunnites et les chiites, l'anéantissement de la Syrie permet de briser l'arc chiite qui part de l'Iran et va jusqu'au Liban avec le Hezbollah en passant par l'Irak, où la majeure partie de la population est chiite, et la Syrie, où la majeure partie de la population est certes sunnite, mais où le régime actuel est aux mains des alaouites, une secte chiite.

Largement financée par les pétromonarchies sunnites de la péninsule arabique, Arabie Saoudite et Qatar en tête, la rébellion syrienne, composée massivement de mercenaires djihadistes étrangers, permettrait ainsi de gagner une manche décisive dans cet affrontement.

Troisièmement, et de manière plus prosaïque, on en revient toujours au pétrole ! Il semblerait que les réserves pétrolières appartenant à la Syrie aient été sous-estimées : elles seraient équivalentes à 2,5 milliards de barils, c'est-à-dire plus importantes que celles de tous les pays environnants, à l'exception de l'Irak.

Il semblerait également que la décision de la Syrie de s'opposer au transit, sur son territoire, d'oléoducs et de gazoducs provenant de la péninsule arabique à destination de la Méditerranée en vue du marché européen, ait quelque peu contrarié les grosses compagnies pétrolières occidentales et *de facto* les pétromonarchies arabiques.

Sans doute approuvée pour ne pas contrarier ses alliés russes, cette décision syrienne signifiait tout simplement son arrêt de mort : dans ce monde, si on a le droit d'être un dictateur, on ne peut définitivement pas s'opposer aux seigneurs du pétrole. Les Américains semblent d'ailleurs décidés à intensifier leur aide à la rébellion, y compris en fournissant directement des armes.

Pour les chrétiens comme pour l'ensemble de la population syrienne, c'est la catastrophe. Déjà 100.000 morts, un million de réfugiés à l'extérieur du pays et trois millions de déplacés à l'intérieur, la nourriture, les médicaments, le mazout, tout vient à manquer ou se monnaie à des prix exorbitants.

Pour le moment, il n'y a pas, sauf exceptions souvent liées aux combattants étrangers, d'attaques spécifiquement ciblées contre les chrétiens, mais que se passera-t-il si le conflit venait à durer

ou si le régime venait à tomber ? Les chrétiens ne peuvent s'empêcher de redouter le spectre du scénario irakien.

### **Une solidarité et une foi accrues**

De manière surprenante et hormis pour les alaouites dont la survie est en jeu, la situation chaotique due à la guerre n'a pas débouché sur une exacerbation des tensions communautaires. On a même assisté à des scènes de solidarité, voire de protection, entre musulmans et chrétiens pendant lesquelles les Syriens semblaient mettre en avant leur citoyenneté avant leur religion. Si ce conflit pouvait au moins avoir servi à resserrer les liens entre les différentes communautés, la Syrie y aura tout de même gagné quelque chose, mais à quel prix...

L'espérance, c'est aussi, face aux difficultés et au risque d'un certain affaiblissement, un rapprochement entre les différents rites catholiques et donc une plus grande unité au sein de l'Église. Cet élan existe aussi entre catholiques et orthodoxes, même si leurs relations en Syrie étaient traditionnellement assez bonnes.

On constate aussi un approfondissement de la foi des chrétiens syriens, confrontés aux questions essentielles que font surgir ce genre de situations extrêmes. Cette foi renouvelée et une plus grande unité entre chrétiens ne pourront pas ne pas porter du fruit pour l'Église en Syrie et dans tout le Moyen-Orient.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

objectif pour les hommes politiques. D'ici trois ou quatre ans, tous les villages de mon diocèse devraient être entrés en contact avec l'Église. Pour atteindre cet objectif, je souhaite former quelque 150 nouveaux catéchistes ». Le diocèse d'Itanagar, érigé en 2003, compte 660.000 habitants. Actuellement, cinquante prêtres diocésains et religieux servent les fidèles dans dix-sept paroisses.

Dans le diocèse voisin, le diocèse de Miao, c'est la même chose. Plus de 50.000 catholiques aujourd'hui alors qu'il n'y en avait pas du tout il y a vingt-cinq ans. Pour Mgr Palliparampil, arrêté à quatre reprises après avoir travaillé plusieurs années clandestinement, « l'Église ne fait que commencer ! ».

À la messe du dimanche à Lazu, à quelques kilomètres de la frontière birmane, l'église est bondée : l'évêque procède à près de 300 confirmations, puis 30 premières communions. On est à la montagne, la population est essentiellement tribale et chaque tribu a sa propre culture, sa propre langue, ses propres danses et vêtements, mais tous reçoivent le même Esprit Saint. « Dans ce diocèse, tous les dimanches, il y a des conversions et des baptêmes », me confie l'évêque.

L'évêque a choisi pour devise : « *Que votre lumière brille !* » (Mt 5, 16), un choix assez naturel pour l'Arunachal Pradesh, qui signifie « Pays du soleil levant »... Il semble avoir gagné son pari. La loi anti-conversion reste en vigueur, mais son application est chaque jour un peu plus démentie. En réalité, personne ne peut présenter un texte de loi rendant caduque la loi anti-conversion, ce qui provoquerait un tollé, notamment de la part du BJP, donc on s'en satisfait.

La bienheureuse Mère Teresa reste la sainte de référence du subcontinent ; cependant, elle n'était pas originaire de l'Inde, même si elle avait obtenu la nationalité indienne en 1951. La

première sainte autochtone fut sainte Anna Muttathupadam, une sœur originaire du Kerala, canonisée par Benoît XVI en 2007. Une preuve concrète et visible que la foi catholique s'enracine en Inde.

Le Nonce, rencontré lors de mon voyage à New Delhi, m'a dit avoir rêvé du jour où des milliers d'Indiens viendraient se faire baptiser dans le Gange... L'Église en Inde va nous surprendre !

### 3. Chine

#### **Trente-deux ans en prison**

Il est cinq heures du matin et dehors, il neige. Nous sommes début février à Tianjin, au nord de la Chine, et il fait très froid. Logé avec quelques camarades étudiants comme moi dans un campus universitaire assez éloigné du centre, je veux aller à la messe, c'est dimanche et les messes sont célébrées très tôt dans ce pays. Emmitouflé, me voilà parti seul avec l'espoir de retrouver l'église catholique repérée la veille dans la vieille ville.

Après un quart d'heure de marche dans la nuit noire de la campagne avoisinante, une petite heure de bus, puis à nouveau de la marche, j'aboutis enfin à l'église. La messe est déjà bien avancée, ils en sont au Notre Père et il est probable que la paroisse soit gérée par l'Association patriotique, c'est-à-dire l'Église contrôlée par le gouvernement, mais au vu des efforts déployés et devant le constat que je n'avais pas vraiment d'autres possibilités pour assister à l'eucharistie, je considère à ce moment-là que, en ce qui me concerne, la messe est valide !

Nous sommes en 1990, huit mois après les événements de Tian An Men, et nous sommes là dans le cadre d'un échange universitaire car nous apprenons le chinois. À cette époque, il n'y a pas (encore) beaucoup d'étrangers en Chine, ma présence à la messe ne passe pas inaperçue.

Dix-huit ans plus tard, je cherche par contre à passer le plus inaperçu possible : je rends visite à un prêtre clandestin. Dans son petit appartement de Shanghai, le microscopique salon sert de chapelle. Il y a un petit autel, de grandes images de la Vierge Marie et de la petite Thérèse, ainsi qu'une photo de Jean-Paul II. Le ventilateur brasse l'air lentement. On est arrivé discrètement.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

religieuses et monastiques.

Malgré des années de quotas très restrictifs – aujourd’hui assouplis – pour le nombre d’entrées dans les séminaires, les vocations sacerdotales y sont également nombreuses et de qualité.

De plus, les catholiques vietnamiens sont très actifs dans la sphère publique, même s’ils restent confrontés aux sévères limitations du régime communiste qui continue de les contrôler avec fermeté. Ces dernières années, ils ont intensifié leur action, toujours pacifique, faite de veillées, de processions, de prières.

Mais l’opinion publique internationale en est très peu informée, bien qu’elles mobilisent des centaines de milliers de personnes, beaucoup plus, par exemple, que les manifestations bouddhistes qui ont eu lieu en Birmanie il y a quelques années et dont on avait parlé bien davantage.

Un silence auquel contribue, il faut le reconnaître, l’extrême prudence avec laquelle agit le Vatican ; celui-ci souhaite en effet approfondir le dialogue avec les autorités vietnamiennes de manière diplomatique afin de voir élargies les marges de manœuvre de l’Église sur place. Dialogue d’autant plus fragile que le gouvernement vietnamien continue de regarder du côté de Pékin pour sa politique étrangère, y compris en ce qui concerne ses relations avec le Vatican, ce que me confirmera le cardinal Jean-Baptiste Pham Minh Mân, archevêque de Ho Chi Minh Ville, rencontré à son évêché.

En attendant, demeure l’épineuse question de la restitution des biens ecclésiastiques. Au moment de la réunification du Nord et du Sud en 1975, l’Église avait obtenu du gouvernement la garantie que ses propriétés ne seraient pas détruites, dans l’espoir de pouvoir les récupérer un jour. Globalement respectés jusqu’en 2007, ces accords ont été de plus en plus difficiles à

tenir par le gouvernement qui en conteste désormais le principe même.

La forte croissance économique et l'inflation ont favorisé la spéculation foncière, dans laquelle les « nouveaux riches », essentiellement des cadres du Parti communiste, se sont engouffrés avec avidité. L'Église, qui n'a pas l'intention de renoncer à ses droits, se trouve donc en confrontation directe avec le pouvoir.

L'enjeu principal de la réclamation de ses biens confisqués est l'accroissement des communautés paroissiales. Privées d'espace et de bâtiments, certaines paroisses ont du mal à accueillir les fidèles, de plus en plus nombreux avec l'exode rural, les migrations internes et les conversions lors de mariages mixtes.

Mais pour certains observateurs, ces conflits immobiliers, alimentés par le régime, ne sont en réalité qu'un prétexte pour discréditer les catholiques et lutter contre l'influence de l'Église. « Le pouvoir voit dans l'Église un lieu de liberté, une liberté que tous les Vietnamiens désirent, m'a-t-on dit. Alors, il l'opprime en usant d'intimidation et de violence pour enrayer la contagion. » Car au-delà des revendications sur les biens confisqués, les catholiques dans leur combat ont donné, sans le vouloir, une bouffée d'oxygène à une société sous contrôle, qui ose rarement exprimer ses droits.

## **Diplomatie et évangélisation**

Pour l'Église au Vietnam, 2010 aura été une année spéciale dont les fruits ne manqueront pas d'éclorre. Année jubilaire, deux anniversaires y étaient fêtés : d'une part, les trois cent cinquante ans de la création des deux premiers vicariats apostoliques du pays et, d'autre part, les cinquante ans de l'établissement au Vietnam d'une hiérarchie ecclésiastique complète par Jean XXIII (le 24 novembre 1960).

Une visite de Benoît XVI avait un temps été envisagée, mais cet espoir s'était rapidement évaporé, les conditions pour le succès d'un tel voyage n'étant toujours pas réunies. Reste que le simple fait d'avoir évoqué la possibilité d'une telle visite est déjà en soi une bonne nouvelle.

Autre motif d'espérance, la nomination en janvier 2011 d'un représentant non-résident du Vatican auprès du gouvernement vietnamien, c'est-à-dire un pas décisif en vue du plein établissement de relations diplomatiques. Entre le Saint-Siège et le Vietnam, il existe désormais un groupe de travail conjoint efficace dont la mission est de faciliter les contacts et d'œuvrer pour une résolution des différents problèmes en suspens.

En janvier 2013, le secrétaire général du Parti communiste vietnamien, Nguyen Phu Trong, accompagné d'une délégation de dix membres, était reçu en audience privée par Benoît XVI. Cette rencontre exceptionnelle tendrait à prouver que le dialogue entre Hanoi et le Vatican progresse.

Peu de temps après, la Conférence épiscopale du Vietnam publiait une lettre concernant la refonte de la Constitution du pays. « Je me réjouis, confiait alors le cardinal Mân, de voir que les évêques n'ont pas emprunté la voie de la lutte politique et se sont détournés de l'affrontement et de l'exclusion mutuelle. »

Véritable contribution de l'Église à l'amélioration de la vie du peuple vietnamien dans les domaines de la culture, de l'éducation, de l'économie et de la politique, cette initiative sans précédent a été saluée, d'autant plus qu'elle était positive et constructive.

Enfin, l'Église ne se repose pas sur ses lauriers et veut développer une pastorale de « réévangélisation » pour deux générations de catholiques qui gardent, certes, un attachement à la religion, mais pas forcément à la foi. Deux générations qui,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

criminel », ajoute-t-il, en invitant avec insistance à « mettre fin à la guerre au Congo en général et singulièrement dans l'Est du pays », notamment au Nord Kivu où les violences ne cessent de s'intensifier.

Mais l'archevêque n'en est pas à ses premières prises de position. Quelques mois plutôt, son homélie de Pâques avait été particulièrement virulente en dénonçant sans complaisance la mauvaise gouvernance du pays et en condamnant notamment les mauvais traitements des femmes et des enfants, les violences et l'insécurité générale, sans omettre les crimes financiers, le détournement des deniers publics ainsi que le culte de la personnalité de certains dirigeants. « Il nous faut recenser les anti-valeurs dans lesquelles notre société s'est enlisée au point d'atteindre l'innommable », déclarait-il alors.

De l'autre côté du fleuve, au Congo Brazzaville, on a bien assassiné un cardinal, ce qui sort tout de même de l'ordinaire, mais il s'agissait d'une autre époque où la dictature marxiste était contrôlée en sous-main par les Soviétiques. Créé cardinal à l'âge de quarante-six ans, Mgr Émile Biayenda avait été assassiné quatre ans plus tard, le 22 mars 1977.

## **Le poumon spirituel de l'humanité**

S'il ne fallait retenir qu'un seul mot du voyage de Benoît XVI au Bénin en novembre 2011, ce serait celui de l'espérance. Sans minimiser les difficultés ni les défis extraordinaires qui se présentent à l'Afrique, le Saint-Père nous avait alors clairement invité à changer notre regard sur ce continent en insistant de manière prophétique sur le « trésor précieux » que représentait l'Afrique pour l'avenir de l'Église et de l'humanité.

Cette seconde visite de Benoît XVI en Afrique, après celle de mars 2009 en Angola et au Cameroun, a incontestablement été un succès. L'accueil de la population béninoise a été

remarquable.

« Tous les Béninois, assure Mgr Antoine Ganyé, archevêque de Cotonou, les musulmans, les fidèles de la religion traditionnelle... toutes les religions étaient présentes le long de la route pour accueillir le Pape parce que tous voulaient sa bénédiction. La bénédiction du Pape est très, très importante pour nous, Africains ! »

L'espérance aura été répétée à chaque étape du voyage pontifical, et même crieée avec force aux chefs et aux responsables : « Ne privez pas vos peuples de l'espérance ! » Pour Benoît XVI, « un précieux trésor est présent dans l'âme de l'Afrique où je perçois le poumon spirituel pour une humanité qui semble en crise de foi et d'espérance, grâce aux richesses humaines et spirituelles inouïes de ses enfants, de ses cultures aux multiples couleurs, de son sol et de son sous-sol aux immenses ressources ».

Les propos positifs du Saint-Père sur l'Afrique scandent l'exhortation apostolique post-synodale *Africae Munus* (*L'engagement de l'Afrique*), signée et donnée à Ouidah, lieu d'arrivée des premiers missionnaires au Bénin il y a cent cinquante ans. Le document a été rédigé par Benoît XVI à partir des cinquante-sept propositions finales du second Synode spécial pour l'Afrique, qui a eu lieu en octobre 2009.

Cette exhortation apostolique est bien sûr reliée à *Ecclesia in Africa*, exhortation précédente publiée en 1995 à la suite du premier Synode spécial pour l'Afrique, mais également à l'exhortation apostolique post-synodale *Verbum Domini*, publiée en 2010 à la suite du Synode général sur la Parole de Dieu et aux *Lineamenta* pour le Synode général sur la Nouvelle Évangélisation qui allait se tenir un an plus tard en 2012. Étaient ainsi mises en évidence l'importance de l'étude de la

Parole de Dieu et celle de l'évangélisation, données comme programme des activités pastorales pour les prochaines décennies.

*Africae Munus* est un feu d'artifice de propos positifs :  
« L'engagement de l'Afrique pour le Seigneur Jésus-Christ est un trésor précieux. » (*Africae Munus*, paragraphe 1 - AM 1)  
« Une vitalité ecclésiale exceptionnelle et le développement théologique de l'Église comme Famille de Dieu... » (AM 3)  
« Une Afrique qui avance, joyeuse et vivante, manifeste la louange de Dieu. » (AM 15) « Chers fidèles d'Afrique, l'amour de Dieu vous a comblés de toutes sortes de bénédictions et il vous a rendu capables d'agir comme le sel de la terre. » (AM 99)  
« L'Afrique est le berceau de la vie contemplative chrétienne. » (AM 119)

Cette cascade d'encouragements du Saint-Père se poursuit :

« Il y a de nombreux motifs d'espérance et d'action de grâce. Ainsi par exemple, malgré les grandes pandémies [...], l'Afrique maintient sa joie de vivre, de célébrer la vie qui provient du Créateur dans l'accueil des naissances pour que s'agrandisse le cercle de la famille et de la communauté humaine. Je vois également un motif d'espérance dans le riche patrimoine intellectuel, culturel et religieux dont l'Afrique est dépositaire. Elle désire le préserver, l'explorer davantage et le faire connaître au monde. Il s'agit là d'un apport essentiel et positif. » (AM 9)

Cette exhortation s'adressait aussi à l'Église universelle – « J'exhorte donc l'Église entière à poser sur l'Afrique ce regard de foi et d'espérance » (AM 5) – mais principalement bien entendu à l'Église qui est en Afrique : « Je le redis à nouveau : Lève-toi, Église en Afrique [...] parce que le Père céleste t'appelle, Lui que tes ancêtres invoquaient comme

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

quarante ans, date à laquelle sa population avoisinerait les 390 millions.

À Abuja aussi, il faut être sur ses gardes. On n'est plus dans une grande mégalopole avec ses défis sécuritaires caractéristiques, mais les risques d'attentats et d'enlèvements sont ici plus élevés : on est plus proche du Nord et de l'instabilité qui y règne.

## **Un nouveau front**

Depuis quelques années, les persécutions les plus terribles contre les chrétiens se concentraient au Moyen-Orient. La population chrétienne cherchait à tout prix à émigrer, fuyant une situation de violence généralisée doublée d'une réelle discrimination. La situation n'y est toujours pas stabilisée, mais il semble qu'un nouveau front se soit ouvert en Afrique, avec le Nigeria comme cœur de cible.

Les médias nous ont habitués à un discours aseptisé en nous relatant de temps à autre, lorsque le nombre de morts devient important, l'existence de « heurts intercommunautaires », comme si les musulmans et les chrétiens étaient également responsables de cette tension. Dans l'absolu, il s'agit en effet de heurts, mais les chrétiens en sont presque toujours les victimes.

Au départ, le conflit qui les oppose ne résulte pas d'un problème religieux, mais à l'arrivée, il est difficile de complètement nier la dimension religieuse des attaques, lorsque les églises sont systématiquement visées et de préférence au moment des grandes fêtes, lorsque l'assemblée y est particulièrement nombreuse, au point que le simple fait d'assister à la messe est devenu un acte dangereux.

On ne compte plus le nombre de morts et de blessés, ni même le nombre d'églises attaquées au Nigeria ces dernières années. Dans le diocèse de Maiduguri, au nord du pays, il y avait

cinquante-deux églises. Boko Haram en a détruit cinquante !

Et pourtant, on continue – et l'Église au Nigeria en premier lieu – de minimiser l'aspect religieux du conflit. Cela est en partie vrai, la variable confessionnelle n'ayant pas été jusque-là un point d'achoppement fondamental, mais cette attitude apparaît également comme étant un axe de communication, visant à ne pas ajouter de l'huile sur un terrain déjà extrêmement inflammable.

Les évêques nigériens sont en général très impliqués dans cette stratégie d'apaisement et notamment le plus connu d'entre eux, le cardinal John Onaiyekan, archevêque d'Abuja. Rencontré chez lui où j'étais invité à déjeuner, le cardinal craignait plus que tout le déclenchement d'une spirale de violence où les chrétiens, exaspérés par les attaques continues, finiraient par chercher à se venger, ce qui ne ferait qu'entretenir et même amplifier la violence, entraînant le pays dans un abîme sans fond de terreur et de destruction.

C'est la raison pour laquelle, avec les autres évêques nigériens, il militait sans cesse et avec force en vue de l'apaisement. Appel au calme et à la réconciliation, dialogue interreligieux et interethnique, interpellation des autorités politiques pour les mettre devant leurs responsabilités, notamment en termes de sécurité et de développement, le cardinal avait du pain sur la planche.

En réalité, les défis sont immenses. Évoquons déjà les statistiques démographiques. Quels que soient les chiffres, on prend toujours soin de préciser qu'il y a strictement autant de chrétiens que de musulmans, en général 45 % pour chaque communauté. Cette équité absolue relève visiblement d'un souci de communication politique. Or, il m'a été dit sur place que non seulement les chrétiens étaient plus nombreux, mais que leur

proportion continuait à progresser et que c'était même sans doute un des facteurs de tension dans le pays.

Précisons ici qu'il ne s'agit pas de faire des comptes d'apothicaire et que le nombre en soi n'est d'ailleurs pas une donnée suffisante – qu'est-ce que la quantité sans la qualité ? – mais que la réalité objective, qui passe notamment par les chiffres, doit être appréhendée le mieux possible si l'on veut comprendre une situation donnée.

Historiquement, il faut remarquer que les statistiques, très tôt politisées au Nigeria, ont toujours été par là même difficiles à établir. Déjà à l'époque coloniale, du fait que l'attribution et la répartition des ressources s'opéraient toujours en fonction des chiffres, les différents groupes ont essayé de manipuler les données pour prétendre à des avantages.

Mais le grand défi reste évidemment celui de la violence. Les facteurs qui la motivent sont nombreux. Il ne fait pas de doute que le premier facteur est historique : quand est née l'idée de mélanger plus de 350 nationalités ethniques pour former un nouvel état moderne appelé Nigeria, on n'a pas cherché à créer aussi un seul peuple, une seule identité nationale.

Or, la situation au nord était déjà instable depuis le XIX<sup>e</sup> siècle où étaient apparues certaines formes de *jihad* accompagnées de violence. Vient s'ajouter le fait que l'éducation n'a pas été uniformément répartie parmi la population. Une large majorité de la jeunesse musulmane du nord n'a pas reçu d'éducation autre qu'une éducation islamique, ce qui les a rendus entièrement dépendants des dignitaires musulmans.

Cette dépendance est d'autant plus grande que le déclin économique du Nigeria a accru la pauvreté et le mécontentement de la population, manipulée quotidiennement par les politiciens,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

mais l'Église a visiblement un rôle à jouer dans cette mutation. Reconnue et respectée pour son travail social et pour sa contribution à la paix, elle pourrait attirer un certain nombre de Maliens choqués par la violence des islamistes. Pour le moment, elle poursuit paisiblement sa croissance avec des communautés dynamiques et fières de leur foi.

Dans sa première épître, Pierre nous exhorte :

*« Vous en tressaillez de joie, bien qu'il vous faille encore quelque temps être affligés par diverses épreuves, afin que, bien éprouvée, votre foi, plus précieuse que l'or périssable que l'on vérifie par le feu, devienne un sujet de louange, de gloire et d'honneur, lors de la Révélation de Jésus Christ. »*

(1 P 1, 6-7)

**4**

# **Amérique**

# 1. Brésil

## Entre carnaval et favelas

Le Corcovado. Surplombant la baie de Rio de Janeiro, le Christ rédempteur semble embrasser de toute l'étendue de ses bras l'ensemble de la ville, le Brésil tout entier, voire tout le continent sud-américain. Féérique, la vue s'étend du pain de sucre à Copacabana et même, un peu plus à droite, à Ipanema, l'autre grande plage mythique de la ville.

Mais derrière le décor de carte postale existe aussi un autre monde, un monde de délaissés, de pauvreté et de violence, les *favelas*. Le Brésil, c'est le carnaval, c'est aussi un million de victimes de mort violente au cours des trente dernières années, un bilan comparable à celui d'un pays en guerre.

Les facteurs qui se trouvent à la base de cette violence sont multiples : l'absence de volonté des dirigeants politiques d'adopter des dispositions durables au-delà des effets d'annonce électoraux, la médiocrité de la politique de prévention, le manque d'efficacité dans la lutte contre la criminalité et surtout l'impunité, dès lors que seuls 0,03 % des meurtres sont poursuivis en justice.

Sans être particulièrement dangereuse, Rio de Janeiro nécessite tout de même un minimum de vigilance. Je suis venu rendre visite au bureau brésilien de l'AED, basé à Sao Paulo, mais qui a une antenne également à Rio. Adaptées à la population brésilienne, leurs techniques de communication, utilisant la télévision et le téléphone, sont innovantes et leur permettent de progresser chaque année.

Au pied du Christ Rédempteur, je repense à la prière du père Werenfried, fondateur de l'AED, faite au même endroit quelque

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

le pays le plus sûr d'Amérique centrale, comme quoi il n'y a pas d'indexation automatique entre la pauvreté et la violence ! Cela étant, la police est très présente, il y a peut-être un lien de cause à effet...

Il faut dire aussi que la comparaison avec le reste de l'Amérique centrale n'est pas forcément élogieuse : c'est l'une des régions les plus dangereuses au monde, avec des taux d'homicides qui dépassent l'entendement ! Un seul exemple : avec 91,6 homicides pour 100.000 habitants, on a 130 fois plus de risques de mourir de mort violente au Honduras qu'en France (taux officiel : 0,7).

### **Entre guerres civiles et narcotrafiquants**

Isthme qui relie le nord et le sud du continent, l'Amérique centrale regroupe sept pays avec un certain nombre de points communs. Majoritairement catholiques, mais avec une pratique faible et une concurrence importante des sectes, ces populations sortent pour la plupart de guerres civiles récentes et restent plongées aujourd'hui dans un environnement violent, entre narcotrafiquants et misère généralisée.

Au Panama, l'Église est l'institution la plus crédible du pays, mais les prêtres ne sont pas assez nombreux pour accompagner une pratique, bien que celle-ci soit devenue marginale. Le développement économique important du pays (revenus du canal, gros investissements immobiliers) expose le Panama à une sécularisation accélérée, mais la richesse apparente ne profite qu'à une minorité.

Dans ce *Dubai* centraméricain, l'Église développe néanmoins une pastorale missionnaire pour l'évangélisation et l'éveil des vocations qui commence à porter du fruit. Le 12 janvier 2013, le diocèse de Panama, premier diocèse de la terre ferme américaine, fêtait son 500<sup>e</sup> anniversaire !

Le Costa Rica est, avec le Panama, le seul pays à peu près calme de la région, avec un indice de violence inférieur à ses voisins occidentaux, même si la situation évolue petit à petit, avec l'arrivée rapide de narcotrafiquants qui souhaitent accroître leur territoire. Particularité du pays : l'absence d'armée, dissoute en 1948 pour mettre un terme aux coups d'État permanents. Le tourisme s'y développe, mais surtout sur les côtes, Pacifique au sud et Atlantique avec les Caraïbes au nord.

L'Église au Costa Rica ne connaît pas de grosses difficultés. À Cartago, près de San José, la capitale, se trouve le sanctuaire national de *La Negrita*. Le 2 août connaît un afflux de pèlerins avec la visite de 2 millions de personnes, provenant également des pays avoisinants.

Au Nicaragua, l'Église bénéficie d'une réelle légitimité même si les sectes, qui constituent une activité commerciale souvent lucrative, se développent. L'Église a intégré depuis une dizaine d'années un dynamisme missionnaire qui commence à porter des fruits. Mais demeure une tension latente avec le gouvernement, dont l'aide financière est sous conditions, ce qui réduit d'autant la liberté de parole de l'Église. Le pays est aujourd'hui sous la coupe d'Ortega, ancien sandiniste qui vient d'être réélu, mais les fraudes massives et le conflit larvé avec l'Église ont poussé les évêques à boycotter la cérémonie d'investiture.

Mgr Mata Guevara, l'évêque d'Estelí, la troisième ville du pays, a beaucoup servi de médiateur à l'époque de la guerre civile. Il a une parole forte, reconnue dans le pays. Son diocèse, au nord du pays, va jusqu'au Honduras. C'est la région traditionnelle des *contras*. Il pense que la guerre va reprendre !

L'armée et la police sont à nouveau très offensives contre les anti-sandinistes. Les *contras* sont à nouveau armés, sans doute depuis le Honduras avec un soutien des États-Unis assez

probable, tandis que les milices anti-gouvernementales du Honduras reçoivent de leur côté des armes de l'armée nicaraguayenne, ce qui est de bonne guerre.

Vingt ans après les accords de paix signés le 16 janvier 1992, le Salvador ne risque pas à court terme de nouvelle guerre civile, mais la violence y demeure un fléau dramatique, notamment du fait de l'existence des Maras, gangs hyper violents. Après les accords de paix, les États-Unis ont renvoyé au pays beaucoup de Salvadoriens qui y avaient trouvé refuge, mais, parmi eux, certains n'ont pas trouvé de travail ni voulu s'insérer à nouveau dans la société pauvre du Salvador et ont basculé dans la criminalité.

L'Église reste durablement marquée par la décennie sanglante des années 80, avec des meurtres à grande échelle. Parmi les victimes les plus connues, on peut citer Mgr Oscar Romero, archevêque de San Salvador, assassiné le 24 mars 1980 et d'ores et déjà vénéré par les Salvadoriens sous le vocable de saint Romero d'Amérique, ainsi que quatre religieuses américaines également assassinées en 1980 ; neuf ans plus tard, le 16 novembre 1989, six jésuites sont tués à l'Université jésuite de la capitale, abattus dans le petit jardin de leur résidence. Aujourd'hui, six rosiers rouges ont été plantés dans ce jardin qui demeure un mémorial de leur martyre.

Atterrir à Tegucigalpa, la capitale du Honduras, c'est déjà en soi toute une expérience. La ville est au fond d'une cuvette et l'avion doit raser la paroi des montagnes pour, au dernier moment, plonger sur la piste... Ici aussi, la violence est omniprésente. Dans un quartier de logement de déplacés où l'Église est très impliquée, le prêtre qui dessert ce lieu a récemment été attaqué. Dalila, une laïque, me montre son chapelet : « Mon arme, c'est ça ! »

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

\*

\* \*

Malgré tout, le Kosovo m'a fait plutôt bonne impression et le travail de l'Église catholique sur place y est pour beaucoup ! Malgré son petit nombre, 65.000 catholiques, soit un peu moins de 3 % de la population, l'Église est bien présente sur le territoire et surtout très bien considérée. 47 prêtres s'occupent de 25 paroisses et sont aidés par une centaine de religieuses.

Beaucoup sont maintenant attirés par la foi chrétienne, à commencer par les musulmans. Selon l'évêque, moins de 5 % des musulmans sont pratiquants, les autres ne sachant même pas en quoi consiste leur religion. Cinq siècles d'occupation ottomane ont effectivement fini par entraîner des conversions en masse, mais, si la majorité a embrassé l'islam, la culture et le mode de vie des Kosovars sont restés profondément chrétiens.

L'islam n'est pas profondément enraciné. Ces dernières années, on a certes construit des mosquées dans de nombreux villages, toutes financées par des fonds venant de l'étranger, mais en règle générale, « seul un petit nombre s'y réunit pour prier », me confie le père Uka.

On constate le même phénomène en Macédoine et en Albanie qui forment avec le Kosovo la « connexion albanaise », trois pays avec une importante proportion d'Albanais. En Macédoine, les Albanais, pour la plupart musulmans, représentent 28 % de la population.

Les chrétiens sont les plus nombreux, un peu plus des deux tiers des Macédoniens, essentiellement orthodoxes, les catholiques étant une toute petite minorité. Les relations avec l'Église orthodoxe ne sont d'ailleurs pas très faciles.

En Albanie, les chiffres sont à prendre avec précaution. On annonçait 70 % de musulmans, chiffre auquel même les

musulmans ne croient pas. Or, il semblerait qu'il y ait à peu près autant de chrétiens que de musulmans – 50 % de chaque côté – dont 30 % d'orthodoxes et 20 % de catholiques.

Mais après des décennies d'athéisme extrême, la plupart des personnes, musulmans comme chrétiens, ne connaissent rien à leur religion. Beaucoup de chrétiens ne sont même pas baptisés ! Les jeunes sont intéressés jusqu'à trente ans et également les anciens, mais les quarante-soixante ans ne veulent pas en entendre parler. Ils ont trop souffert d'endoctrinement et sont devenus imperméables à toute idée, qu'elle soit politique ou religieuse.

Il faut dire que l'Albanie a poussé très loin le concept de la mort de Dieu puisque le mot même de *Dieu* était banni. Enver Hoxha, qui dirigea le pays d'une main de fer pendant quarante ans, de 1945 jusqu'à sa mort en 1985, et qui proclama en 1967 l'Albanie « premier État athée du monde », ne parvint pas à tuer Dieu, mais il se vengea sur le clergé dont il fit une cohorte de martyrs.

## **Recherche apôtres désespérément**

On est en droit de se demander comment des pays aussi déshumanisés ou découpés artificiellement réussiront à pérenniser une certaine stabilité et un environnement plus porteur pour un réel développement humain. Avec différents traumatismes encore trop récents, la tâche paraît hors de portée.

Reste aussi la question lancinante de l'identité albanaise. « Qui sommes-nous ? », se demandent les Albanais, que ce soit en Albanie, au Kosovo ou en Macédoine. Plus ou moins consciemment, tous savent que leurs racines sont chrétiennes, mais l'engagement pour la foi, quelle qu'elle soit, nécessite aujourd'hui une réelle conviction.

Qui pourra le mieux répondre aux besoins spirituels des

Albanais aura un boulevard devant lui. Cela représente un potentiel gigantesque pour l'Église, mais encore faut-il des témoins. Or, c'est maintenant que se joue la partie !

Pour l'évêque, il est probable que d'ici à trente ans, une bonne partie de la population soit revenue au christianisme. Il en a déjà baptisé personnellement plus de trois cents et une trentaine se préparent pour la fête de Pâques à la cathédrale, mais il ne s'agit que de sa paroisse et il y en a beaucoup d'autres.

Alban, qui a fait des études d'économie à l'université de Pristina, a récemment été baptisé. « Mes ancêtres étaient catholiques à l'origine, dit-il, le baptême a été pour moi comme un retour à la foi de mes aïeux et à mes origines. »

Ce n'est pas encore un mouvement massif, mais, à en croire l'évêque, cela ne saurait tarder. Le Kosovo serait-il une terre d'avenir pour l'Église ? Recherche apôtres désespérément ! En attendant, bienheureuse Mère Teresa, à toi de jouer !

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

- Attaque à main armée
    - La moitié des chrétiens a quitté le pays
    - Des lumières dans le tunnel
  - 2. Inde
    - Krick et Bourry
    - « Les chrétiens sont de la matière explosive »
    - «L'Église ne fait que commencer!»
  - 3. Chine
    - Trente-deux ans en prison
    - Le Pape, combien de divisions?
    - Dix mille conversions par jour
  - 4. Vietnam
    - Une messe dans la baie d'Halong
    - Une Église sous surveillance
    - Diplomatie et évangélisation
  - 5. Philippines
    - «Personne ne vient jamais ici!»
    - 76 millions de fidèles
    - Un Pape philippin?
- 3 - Afrique
- 1. Congo(s)
    - Le serpent et le saucisson
    - L'or gris
    - Le poumon spirituel de l'humanité
  - 2. Soudan(s)
    - «Le plus beau jour de ma vie»
    - La trilogie du diable
    - 101 jours pour changer l'Histoire
  - 3. Nigeria
    - Patte blanche
    - Un nouveau front
    - Six cents séminaristes

- 4. Afrique du Sud
  - Tué à bout portant
  - Entre miracle et désillusion
  - L'arc-en-ciel
- 5. Mali
  - L'Église a failli disparaître
  - Comme une éclipse
  - La foi plus précieuse que l'or

#### 4 - Amérique

- 1. Brésil
  - Entre carnaval et favelas
  - Pourquoi une telle érosion?
  - Un chant nouveau
- 2. Colombie
  - Seulement 125 assassinats
  - Des prêtres comme cibles
  - «L'Église a un rôle irremplaçable»
- 3. Nicaragua
  - Tremblements de terre
  - Entre guerres civiles et narcotrafiquants
  - Pour une écologie humaine

#### 5 - Europe

- 1. Ukraine
  - Le Yak 42
  - Une révolution éphémère
  - L'unité comme enjeu spirituel
- 2. Kosovo
  - Mère Teresa de Pristina
  - Une naissance aux forceps
  - Recherche apôtres désespérément
- 3. France
  - De un à un million

- Un double défi anthropologique
- Il nous faut des prêtres!

Épilogue

Table des matières

MARC FROMAGER

# CHRÉTIENS EN DANGER

*VINGT RAISONS D'ESPÉRER*

